

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Octobre 2015

Points clés 9

10

POINTS CLÉS SUR LA RUSSIE, L'OCCIDENT ET LA « NOUVELLE GUERRE FROIDE »



A rebours du scénario apaisant de la multipolarité, les tensions croissantes entre la Russie et l'Occident dominent la géopolitique mondiale. De l'Ukraine à la Syrie, un nouvel arc de rivalités, lourd de menaces, se dessine. Parler d'une « nouvelle guerre froide » semble approprié.

« La politique a son fondement dans la nature même de l'animal homme. Il y a chez l'homme une sorte d'instinct pour la politique. En ce sens, elle est indispensable, inéluctable, comme sont inéluctables la lutte et le conflit. »

Ernst Jünger

Après le krach financier de l'automne 2008 et la récession économique qui a suivi, l'heure d'un « monde multipolaire » post-occidental semblait avoir sonné. Dans ce « *brave new world* », les États-Unis et l'Europe auraient été contrebalancés par les puissances émergentes ou ré-émergentes qui composent le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). A défaut d'être harmonieux, ce nouvel équilibre international, supposait-on, permettrait de pacifier les rapports entre les nations et les continents. Las ! D'une part, les « économies émergentes » sont entrées en crise et les nouveaux acteurs géopolitiques se sont focalisés sur des problèmes intérieurs ou régionaux ; d'autre part, les tensions croissantes entre la Russie et l'Occident, dans l'Est européen et au Moyen-Orient, dominent la géopolitique mondiale. Soigneusement évitée, l'expression de « nouvelle guerre froide » semble pourtant adéquate.

1

S'il l'on veut dater le début de cette nouvelle guerre froide, le rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie constitue un point de repère évident, et il faut craindre que la baisse de tension dans le Donbass ne relève de la tactique

C'est en 1947 que Walter Lippman, un influent éditorialiste et intellectuel américain, utilise l'expression de « guerre froide » afin de désigner le conflit Est-Ouest qui met à bas la « Grande Alliance » du second conflit mondial. Pourtant, les historiens débattent encore du point de départ de l'affrontement Est-Ouest. Pour identifier les linéaments de la Guerre froide, André Fontaine remontait jusqu'à l'année 1917 (entrée en guerre des États-Unis, coup de force bolchevique en Russie et armistice de Brest-Litovsk). S'il fallait aujourd'hui fixer le début du conflit géopolitique entre la Russie et l'Occident, la date de rattachement de la Crimée à la Russie, le 28 mars 2014, et le déclenchement par Moscou d'une guerre hybride dans le Donbass s'imposent à l'esprit. Aussi, la baisse de tension dans l'Est ukrainien ne doit-elle pas laisser penser que ce conflit est clos. Significativement, le sommet de Paris du 2 octobre dernier a décidé du report des échéances, l'heure étant toujours à la consolidation du cessez-le-feu (le règlement politique prévu par les accords de Minsk était censé s'achever le 31 décembre 2015). Moscou cherche à transformer cette guerre hybride en un nouveau « conflit gelé » avec un triple objectif : installer un quasi-État dans la partie du Donbass, obtenir la levée des sanctions occidentales et redéployer l'effort militaire vers le Moyen-Orient. A plus long terme, la Russie compte sur la déstabilisation de l'Ukraine, du fait de ses fragilités internes, et vise sa resatellisation. En d'autres termes, la logique russe de l'« étranger proche » domine toujours les esprits au Kremlin.

2**L'engagement militaire russe en Syrie vise d'abord la préservation du régime de Bachar Al-Assad et le Moyen-Orient pourrait être le théâtre d'une nouvelle guerre froide entre la Russie et l'Occident**

Si la diplomatie publique russe met en avant la lutte contre l'« État islamique », le déploiement de moyens militaires sur le terrain n'est pas un bouleversement global du rapport des forces. Moscou n'a pas ni les moyens requis, ni la légitimité nécessaire pour mettre sur pied une coalition mondiale contre l'« État islamique ». Depuis le début des bombardements russes, le 30 septembre dernier, le choix des cibles confirme que l'objectif de Moscou est de sauver le régime de Bachar Al-Assad et de sanctuariser le réduit alaouite, sur les côtes syriennes. Vladimir Poutine entend ainsi sauvegarder les intérêts stratégiques russes, notamment la base navale de Tartous, à mi-chemin des détroits turcs et du canal de Suez. Pour la Russie, l'enjeu essentiel est de conserver ses « actifs » géopolitiques au Proche-Orient et en Méditerranée orientale. Significativement, les bombardements russes sur les groupes armés ont eu pour conséquence une nouvelle avancée des forces de l'« État islamique », au nord d'Alep. L'écart entre les objectifs politiques et militaires de la coalition américano-occidentale d'une part, et ceux de la Russie d'autre part, rend improbable un pacte régional. Une simple coopération militaire exigerait au préalable que Moscou concentre ses feux sur l'« État islamique » et s'investisse dans l'après-Assad. Bien au contraire, la Russie, bloquée en Ukraine par la réaction diplomatique et stratégique occidentale, ouvre un nouveau front dans le cadre d'une « stratégie oblique ». Au Moyen-Orient, Vladimir Poutine se pose ouvertement en rival de l'Occident (cf. son discours aux Nations Unies, le 28 septembre 2015).

3**La mise en place d'un front russo-chiite au Moyen-Orient confirme l'idée selon laquelle la signature d'un accord sur le nucléaire iranien irait dans le sens d'une alliance renforcée entre Moscou et Téhéran**

Dans les semaines et les mois qui ont précédé l'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015, la négociation a été présentée comme le préalable à un retournement géopolitique de Téhéran vers l'Occident. Par voie de conséquence, l'étroit partenariat géopolitique russo-iranien serait remis en cause. Aux sceptiques, on opposait le précédent de 1972, lorsque Nixon et Kissinger négociaient avec la Chine maoïste une sorte d'alliance de revers dirigée contre l'URSS. Au-delà de la géopolitique, les dirigeants iraniens étaient campés en « *leaders* pragmatiques » cherchant à insérer pacifiquement leur pays dans les circuits de la mondialisation, afin d'ouvrir des opportunités d'enrichissement à leur population. La présente situation montre qu'il n'en est rien. Alors même que les négociations sur le nucléaire se déroulaient, la Russie annonçait la prochaine livraison de systèmes anti-aériens S-300 à l'Iran, et des délégations des deux pays se concertaient sur la Syrie. L'accord tout juste signé, le major-général de la force Al-Qods (l'outil d'intervention à l'extérieur des Pasdarans) se rendait à Moscou pour nouer une étroite alliance au Proche et au Moyen-Orient. Une fois mise en place une cellule de coordination entre Moscou, Damas, Téhéran et Bagdad, un front russo-chiite a pris forme, renforcé sur le terrain par le Hezbollah et des miliciens chiites Hazaras venus d'Afghanistan. En retour, cette configuration géostratégique pourrait provoquer le regroupement de diverses forces sunnites, une bipolarisation des affrontements, une montée aux extrêmes et de nouveaux départs vers les États voisins (Turquie, Liban, Jordanie, puis vers l'Europe).

4

L'insistance mise sur la « deconfliction » du champ de bataille syrien ne doit pas dissimuler le risque d'un incident militaire, possible point de départ d'une escalade de la violence armée

Désormais, quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies sont engagés sur le théâtre syro-irakien, ainsi que l'ensemble des pays de la région. Mécaniquement, la multiplication des forces aériennes et des vols dans l'étroit espace syrien, avec en toile de fond de puissants antagonismes, augmente la possibilité d'incidents militaires et de confrontations (voir les scénarii d'une collision en vol, d'un combat aérien, ou d'un avion abattu par les défenses anti-aérienne d'un tiers). Aux questions qui portent sur les risques d'escalade, voire d'un enchaînement conduisant à une guerre mondiale, certains experts – représentants patentés du « monde de la technique » (au sens d'Heidegger), soucieux aussi de ne pas inquiéter les opinions publiques –, répondent que la situation est sous contrôle (« Dormez, braves gens »). Hélas, ce n'est pas le cas. Loin d'être le joueur d'échecs complaisamment décrit par ses thuriféraires, Vladimir Poutine pratique une stratégie « au bord du gouffre » qui vise à intimider et humilier ses adversaires. Lors des premiers bombardements, la coalition américano-occidentale a été prévenue dans l'heure, sans concertation aucune, et il en a été de même avec le lancement de missiles de croisière depuis la mer Caspienne. Dans le même temps, les avions russes ont violé l'espace aérien de la Turquie, pour tester les défenses anti-aériennes et signifier l'hostilité de Moscou à la mise en place d'une zone de sécurité en avant des frontières turques (un dispositif indispensable pour fixer les flux de populations qui fuient la Syrie). Certes, des discussions russo-américaines sont en cours, mais il faut conserver à l'esprit que le pire est possible.

5

L'hostilité des dirigeants russes envers l'Occident s'inscrit dans une logique revancharde et révisionniste, avec la volonté affichée de bouleverser le rapport des forces en Europe et dans son *hinterland* eurasiatique, ainsi qu'au Moyen-Orient

Les thèses sur un possible arrangement entre la Russie et l'Occident, dans l'Est européen comme au Moyen-Orient, ont pour présupposé que le conflit géopolitique en cours, ouvert en Ukraine, ne porterait sur rien de fondamental. Vladimir Poutine ne voudrait que renforcer son pouvoir de négociation, pour améliorer les termes de l'échange dans sa relation avec l'Occident et rehausser la place de la Russie sur la scène internationale. Aussi, pour peu que les Occidentaux consentent à faire amende honorable et à en rabattre de leurs prétentions, la coopération et l'entente seraient possibles. Déjà, ce schéma de compréhension sous-tendait la politique de « *reset* » de Barack Obama (2010). A l'inverse de ce qu'affirment Moscou, le président des États-Unis et son Administration ne sont pas obnubilés par la Russie. Dans leur vision rationaliste-utilitariste du politique, ils cherchaient la voie d'un accommodement raisonnable. Les dirigeants américains n'avaient d'yeux que pour la Chine, le G-20 et les économies émergentes d'Asie-Pacifique. En contrepartie, les objectifs politico-stratégiques de la Russie ont été négligés. Du point de vue russe, l'idée directrice est de prendre une revanche sur l'issue de la Guerre froide, entre 1989 et 1991, et de récupérer le terrain perdu, pour reprendre le contrôle de tout ou partie de l'ex-URSS (l'« étranger proche »). Ainsi officiels russes et experts proches du Kremlin osent-ils le parallèle entre l'« Europe une et libre » de l'après-Guerre froide et la Paix de Versailles (1919). Ce révisionnisme géopolitique implique une remise en cause des frontières par la force armée et il constitue une menace majeure pour la paix en Europe.

6

***In fine*, l'expression de « nouvelle guerre froide » est recevable, mais le contexte global n'est plus le même que dans l'après-1945 : Pékin est désormais un acteur majeur de la géopolitique mondiale**

Si l'on veut paraître intelligent, on rappellera que l'histoire ne se répète pas ou, de manière plus sophistiquée, que les situations historiques et géopolitiques ne peuvent être superposées. Aussi, le comble du ridicule serait d'évoquer une nouvelle guerre froide entre la Russie et l'Occident. Pourtant, l'intention hostile de la Russie, le niveau des enjeux géopolitiques et le retour obsessionnel des dirigeants russes sur le conflit Est-Ouest autorisent le parallèle. De fait, on retrouve les mêmes protagonistes, sur le même axe Est-Ouest, mais avec des frontières déplacées de 1 500 km vers l'Est. Comme dans d'autres périodes de son histoire, la Russie, après avoir subi des revers stratégiques et un repli géopolitique, a renoué avec le culte de la *Derjava* et entamé un nouveau cycle de puissance. A l'instar de la Paix de Brest-Litovsk négociée avec l'Allemagne (3 mars 1918), et des traités signés à Riga avec la Pologne et la Lettonie (18 mars 1921), remis en cause par le Pacte germano-soviétique (23 août 1939), les accords passés avec les puissances occidentales depuis la période Gorbatchev sont considérés comme de simples armistices. Pour Moscou, l'heure de la revanche a sonné : c'est une nouvelle phase de la Guerre froide qui se joue. Toutefois, la montée en puissance de la République Populaire de Chine, qui a ses ambitions propres, marque une différence majeure par rapport à la période antérieure. Aux plans stratégique et géopolitique, la scène mondiale est tripolaire : un grand ensemble américano-occidental, la Chine populaire et une « Russie-Eurasie » qui prétend retrouver la place et le rôle de l'URSS.

7

Le tir de missiles de croisière russes depuis la mer Caspienne appelle l'attention sur un possible déploiement de ce type d'armes en Crimée et le risque d'une nouvelle « bataille des euromissiles »

Le 7 octobre dernier, le croiseur « Daghestan », positionné en mer Caspienne, a tiré une salve de 26 missiles de croisière navals, sans que la coalition n'ait été avertie. Ces SS-N-30 ont survolé les territoires de l'Irak et de l'Iran, avant d'atteindre leurs cibles en Syrie. Passons sur le fait que quatre de ces missiles seraient tombés sur le sol iranien (Moscou et Téhéran démentent). Sur le plan tactique, l'effet de ces tirs ne doit pas être surestimé, d'autant plus que les cibles visées étaient à la portée des avions russes déployés sur la base aérienne de Lattaquié. A la veille d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, à Bruxelles, Vladimir Poutine a voulu opérer une démonstration de puissance, cherchant à impressionner ceux qu'il considère être ses adversaires stratégiques, et qui, de fait, le sont devenus (cf. Julien Freund : « Ce n'est pas moi qui désigne l'ennemi. C'est l'ennemi qui me désigne comme tel »). Ce « *gunshow* » appelle l'attention sur les SS-N-30. Ces missiles de croisière navals ont une portée de 2 500 km. Connus jusqu'alors à l'état de prototype, ils pourraient bientôt armer le *Novorossiysk* (le nom seul est un programme géopolitique), un sous-marin qui a rejoint la base navale de Sébastopol, située en Crimée. Le SS-N-30 (le « *Kalibr* » dans la nomenclature russe) peut être équipé de têtes conventionnelles ou nucléaires. L'introduction de ce missile de théâtre en mer Noire, avec une portée intermédiaire entre les missiles nucléaires tactiques et les missiles nucléaires stratégiques, rappellerait le déploiement à la fin des années 1970 du SS-20, une arme spécifiquement destinée au théâtre européen. Cela pourrait être le début d'une nouvelle « bataille des euromissiles ». On voit que le rattachement de la Crimée n'est pas seulement une question de morale ou de droit international, mais aussi un enjeu éminemment géostratégique. Assurément, la Crimée ne peut être passée par pertes et profits.

8

Si les « fondamentaux » économiques, démographiques et militaires ne jouent pas en faveur de la Russie, la volonté de puissance de Moscou ne doit pas être sous-évaluée

Face à l'activisme géopolitique de la Russie, les États-Unis semblent privilégier ce que Barack Obama appelle la « patience stratégique ». Ainsi l'engagement militaire russe en Crimée ne serait-il pas tenable dans la durée, et ce d'autant moins que l'économie est en récession. Si Vladimir Poutine se laissait happer par la guerre au sol, cette expédition extérieure pourrait même tourner au désastre et rappeler le fâcheux précédent de l'Afghanistan. Historiquement, le coup d'État soutenu par Moscou (1978), puis l'invasion de ce pays et la guerre qui a suivi (1979-1989) auront été le point de départ de la vague islamiste, dans ce qui n'était pas encore nommé le « Grand Moyen-Orient » (de l'Afrique du Nord à l'Indus et à la Haute-Asie), et l'accélérateur de la décomposition du système soviétique. Indubitablement, le « pouvoir national total » de la Russie est très inférieur à celui des États-Unis, de l'Union européenne, ou encore de la Chine populaire (Pékin surclasse largement Moscou). La démographie est fragile et n'est pas à la mesure de l'étendue territoriale russe. Fondée sur l'exportation de produits bruts, l'économie est affaiblie par la baisse des cours du pétrole et les sanctions occidentales. Le « capitalisme monopolistique d'État » et la confiscation des richesses par les réseaux de pouvoir empêchent de réformer et de renouveler le modèle de puissance. Henry Kissinger a bien résumé la situation : « La Russie combine puissance tactique et faiblesse stratégique ». Pourtant, si la vision à long terme importe, les choses se jouent *hic et nunc* (« ici et maintenant »). Une vue du monde cohérente, fût-elle frustrée, une grande détermination dans l'action et un esprit de suite peuvent compenser bien des faiblesses. Au total, la succession de coups tactiques et de surprises stratégiques pourrait modifier le rapport des forces. Aussi la Russie ne doit-elle pas être sous-évaluée.

9

Inversement, l'existence d'un « Grand Espace » occidental et le poids global de ce vaste ensemble géopolitique ne sauraient dissimuler un certain nombre de faiblesses

Il est vrai que les États-Unis et leurs alliés, sur le Vieux Continent et dans les « Europe(s) d'outre-mer » (le Canada, sur leur frontière septentrionale, et l'Australie, située aux antipodes, mais active au-delà de l'Asie-Pacifique et dans le golfe Arabo-Persique), constituent un « Grand Espace ». La théorie des « Grands Espaces » est issue des dynamiques politiques, économiques et techniques qui transforment le monde et les représentations des acteurs géopolitiques. Selon Carl Schmitt, cette révolution spatiale marque la fin de l'« ère étatique », le vieux « *nomos* de la Terre » fondé sur un jeu d'équilibre entre les États territoriaux au cœur du système westphalien. L'avenir appartiendrait à quelques « Grands Espaces » porteurs d'une axiologie, d'une orientation culturelle, d'une organisation politique, économique et juridique qui leur sont propres. À terme, ces grandeurs politiques seraient les nouveaux sujets du droit des gens. Sur les plans démographique, économique et militaire, le « Grand Espace » occidental surclasse très largement la Russie. Pourtant, ce monde a aussi ses faiblesses. Il s'agit là d'un espace polycentrique au sein duquel les différents États ont leur propre lecture des événements et hiérarchie des priorités : les dirigeants américains sont, à juste titre, préoccupés par la montée en puissance de la Chine populaire, et ils voudraient déléguer une part du fardeau à l'Union européenne, notamment dans l'Est européen et le bassin méditerranéen ; nombre de gouvernements européens sont centrés sur leurs problèmes intérieurs et, en cas d'apaisement des tensions en Ukraine, ils seraient prompts à jeter le manche après la cognée. Vladimir Poutine le sait et entend diviser l'Europe et l'OTAN. Enfin, l'ambiance relativiste-matérialiste des sociétés post-modernes, en Europe comme en Amérique du Nord, et l'anomie qui y règne, sont sources de faiblesses. Sur ce plan, les sociétés occidentales sont certainement moins bien armées qu'à l'époque où la Guerre froide proprement dite a commencé.

10 | La posture de défense et de sécurité du « grand espace » occidental doit être renforcée, avec ses prolongements sur le plan géoéconomique

Avec la menace russe, la défense collective est repassée au premier plan (voir le sommet atlantique de Newport, 4 et 5 septembre 2014). Le renforcement du dispositif euro-atlantique dans les pays d'Europe centrale et orientale doit donc être conduit avec détermination. Au-delà des sanctions diplomatiques et économiques contre Moscou, il faut concevoir et mettre en place un nouveau COCOM (*Coordinating Committee for Multilateral Export Controls*), afin que les liens commerciaux avec la Russie ne contribuent pas à un regain de puissance de cette dernière et lui donnent les moyens de son révisionnisme géopolitique. Le cadre de l'Union européenne doit aussi être pleinement utilisé pour agir dans l'Est européen et le Sud-Caucase, l'objectif étant de stabiliser les périphéries de l'Europe et d'y promouvoir un « arc de bonne gouvernance ». Les questions énergétiques et les perspectives gazières en Méditerranée orientale ouvrent également la possibilité de valoriser les avantages comparatifs de l'Union européenne. Enfin, la signature d'un traité de libre-échange transpacifique entre les États-Unis et onze pays de la région rappelle l'importance d'un accord de ce type entre les deux rives de l'Atlantique (cf. la négociation du *Transatlantic Trade and Investment Partnership*). Quant aux « guerres culturelles » des temps post-modernes, elles ne sauraient être le prétexte à rallier un système de pouvoir néo-guébiste qui instrumentalise les religions. Ceux qui voient en Vladimir Poutine le bouclier de la Chrétienté devraient méditer ses propos : « Vous le savez, nous sommes orthodoxes. Et certains théoriciens du christianisme affirment que l'orthodoxie est plus proche de l'islam que du catholicisme. Je ne me prononcerai pas là-dessus. Mais force est de constater que ces deux religions coexistent depuis des siècles et nous avons élaboré une culture de l'interaction entre ces religions... » (16 décembre 2010). L'affirmation est conforme aux thèses des doctrinaires du panslavisme et de l'eurasisme.



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.